

POLOGNE, ÉTÉ 80

LA POLOGNE ET NOUS

Huguette BOUCHARDEAU

Le pouvoir soviétique laissera-t-il s'installer, à ses frontières, à celles de la Tchécoslovaquie, le dangereux exemple polonais ? Le « monde occidental » admettra-t-il, en maintenant ses accords commerciaux, que se développe l'expérience d'un socialisme cherchant à se dégager de la dictature d'un parti, et montrant par la même qu'une évolution démocratique peut être tentée ? Parce que la Pologne est en état de dépendance économique totale, parce que la pauvreté qu'a suscitée cette dépendance la rend d'autant plus fragile, on ne peut se passer de poser ces questions là. En se disant que l'avenir de la Pologne, malheureusement, n'est pas seulement aux mains des Polonais. En se disant aussi qu'il faudra des semaines, des mois et peut-être plus, pour savoir si la porte ouverte à Gdansk ne sera pas brutalement fermée : aujourd'hui encore Est et Ouest s'observent, les dirigeants soviétiques multiplient les mises en garde, les grèves s'étendent ou reprennent, les armées du pacte de Varsovie manœuvrent.

Pourtant, nous pouvons, nous devons réfléchir sur cette dernière étape de l'été polonais. Pour en tirer trois ou quatre leçons.

D'abord la démonstration, faite une fois de plus, que les travailleurs tiennent, avec la grève massive, un moyen de pression non violent devant lequel les bureaucrates les mieux rodés peuvent être amenés à plier. Puis une interrogation sur ce qui permet, suscite et amplifie ces mouvements massifs. Le sentiment de l'injustice et de l'exploitation sans doute. Mais aussi les plus « alimentaires » des revendications, celles du prix du pain et de la viande. Parce que les travailleurs sont aussi des consommateurs et qu'ils ne font pas dans la vie de coupure réelle entre l'oppression vécue au travail et l'oppression du reste de la vie. Avez-vous remarqué combien les femmes ont été importantes dans ce mouvement, travailleuses, mais aussi acheteuses et ménagères ?

Et, plus que tout, le refus du mépris dans lequel une caste tient le reste du peuple avec le sentiment d'appartenir pour ceux d'en bas à une communauté que l'étranger, celui d'en haut, celui du dehors des frontières, veut faire disparaître. Nous nous sommes souvent interrogés, les uns et les autres, très perplexes devant le crucifix et le chapelet de Lech Walesa et les photos de travailleurs à Gdansk. Pourtant nous devrions savoir que le sentiment d'appartenance à une communauté se cimente dans une culture comme dans une langue ou une religion. On résiste par les racines autant que par la tête.

Les travailleurs de Lip ont montré combien le « vouloir être ensemble » pouvait donner de sens et de vigueur à une lutte ; comme les Bretons puisant dans le sentiment d'être bretons d'abord, la capacité de s'opposer aux décisions de l'Etat militaro-nucléaire.

Enfin, malgré les enjeux mondiaux - puisqu'il s'agit de rien moins que de la capacité à démocratiser le socialisme - les travailleurs polonais savent agir avec lucidité sans proclamations grandioses, avec la modestie de ceux qui reconnaissent les étapes. Déjà, en 1977, Jacek Kuron voyait dans la création d'un « réseau d'apprentissage des libertés » un préalable à tout changement. Aujourd'hui face au réseau d'assurance étatique que représentent les syndicats officiels, Lech Walesa propose seulement l'autogestion de la représentation des travailleurs.

Ce faisant, le pouvoir étatique leur échappe et ils le savent. Mais ils ont dû comprendre aussi que l'autogestion ne se décide pas au sommet, qu'elle se construit et s'apprend dans les pratiques de contrôle.

Oui, voilà de quoi nous faire réfléchir.

Huguette Bouchardeau

CHRONOLOGIE DES ÉVÈNEMENTS

Les grèves de cet été en Pologne, exceptionnelles dans l'ensemble des pays dits « socialistes » en raison des revendications avancées, ne sont pourtant pas sans précédent. Il y eut le mouvement de 1956 qui précéda l'Octobre hongrois et porta au pouvoir le gouvernement de Wladislaw Gomulka. Celui-ci devait à son tour se retirer en 1970 après avoir cédé aux revendications des travailleurs de la Baltique en grève - déjà eux ! - qui s'étaient organisés, fut-ce de façon peu durable, en conseils ouvriers. Edward Gierek le remplaça. En Juin 1976, un mouvement de grande ampleur, parti des villes d'Ursus et de Radom, entraîna une répression brutale et donna naissance au KOR (Comité de Défense des Ouvriers de Pologne), fondé le 23 Septembre de la même année par un manifeste signé des intellectuels polonais les plus connus et les plus respectés. Il obtint peu à peu, par une longue campagne, la libération de tous ceux et celles qui avaient été emprisonnés pour faits de grève, puis la réintégration d'une partie de ceux qui avaient été privés de leur travail pour leur participation au mouvement. Un peu auparavant, dans cette même année 76, une véritable vague de protestations avait obtenu la révision de deux articles prévus dans la nouvelle Constitution, l'un pour affirmer le rôle dirigeant du POUP (Parti Ouvrier Unifié de Pologne), l'autre pour y faire figurer l'alliance avec l'Union Soviétique.

En septembre 1979, le journal Robotnik publie une « Charte des Droits des Travailleurs » revendiquant le droit de grève, des augmentations de salaire, et une amélioration des conditions de travail. Robotnik est un journal illégal, publié par le KOR. Ce numéro a été tiré à 10 000 exemplaires.

C'est encore à Ursus, en même temps qu'à Tczew, dans la banlieue de Gdansk, qu'éclatèrent les

premières grèves de l'été 1980, les 1^{er} et 2 Juillet, à la suite d'une augmentation du prix de la viande. Puis les événements s'enchaînent.

CHRONOLOGIE ETE 80

9 Juillet — Discours de Gierek : il affirme que toute hausse des salaires entraînera une hausse des prix.

10 Juillet — Deuxième vague de grèves : les 20 000 ouvriers de l'usine automobile Zeran arrêtent le travail, comme dans une trentaine d'autres entreprises.

Une semaine plus tard, le bureau politique rappelle que les grèves étaient « de nature à éveiller l'inquiétude chez les amis de la Pologne ».

7 Août — Début d'une grève d'une semaine des éboueurs de Varsovie, alors que des arrêts de travail sporadiques ont lieu en différents endroits. La presse officielle reconnaît enfin que des « frustrations réelles » les motivent.

11-12 Août — Les chauffeurs d'autobus et de taxis de Varsovie cessent le travail. Dans l'ensemble, les autorités réagissent de manière désordonnée en augmentant, par exemple, les salaires des grévistes davantage que ceux des non grévistes.

14 Août — Grève des 17 000 ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk pour protester contre le licenciement de Mme Anna Walentynowicz, la militante des « syndicats libres » dont la mutation avait provoqué un arrêt de travail en Février.

15 Août — Dans un discours télévisé, Babiuch, premier ministre, promet en tout et pour tout de ne pas augmenter le prix de la viande. Gierek rentre d'URSS où il passait ses vacances.

16 Août — Les entreprises de Gdansk créent un comité de grève inter-entreprises qui siège aux chantiers navals Lénine et qui éla-

bore un cahier de revendications de vingt et un points, dont certains sont nettement politiques. Les communications téléphoniques avec Gdansk sont coupées. Le gouvernement nomme une commission gouvernementale pour examiner les revendications des ouvriers de la Baltique, présidée par Tadeusz Pyka, membre suppléant du bureau politique et vice-premier ministre. La grève s'étend aux transports publics de Gdansk. La population ravitaille les grévistes.

18 Août — Gierek annonce qu'il satisfera certaines demandes matérielles des grévistes. Il fait une allusion discrète à l'existence de l'URSS et fait une distinction entre travailleurs « honnêtes » et « éléments antisocialistes ». Il veut bien « débureaucratiser » les syndicats, mais il n'est pas question de créer des syndicats libres.

Entre le 16 et le 19 Août, apparition du M.K.S. (Comité central de grève).

Pendant que les grèves s'étendent, les négociations piétinent. Pyka, le négociateur, refuse d'avoir affaire au comité interentreprises et convoque à la préfecture les représentants de certaines entreprises. Certains s'y rendent, d'autres pas.

20 Août — MM. Jacek Kuron, Adam Michnik, une quinzaine d'animateurs du KOR, sont arrêtés en même temps que d'autres dissidents. Soixante-deux intellectuels, dont des membres du parti, lancent un appel au gouvernement en faveur de la liberté syndicale

21 Août — M. Pyka est remplacé par un autre vice-premier ministre, M. Jagieiski.

22 Août — M. Jagieiski rencontre en terrain neutre trois émissaires du comité interentreprises et promet de se rendre le lendemain aux chantiers Lénine. Les négociations n'aboutissent pas et rendez-vous est repris pour lundi 25.

Dimanche 24 Août — Session plénière du comité central du parti : M. Babiuch, premier ministre, donne sa démission; il est remplacé par M. Josef Pinkowski. Les organismes dirigeants du parti sont remaniés.

Dans son discours devant le plénum, M. Gierek a annoncé un changement de la politique économique du gouvernement, mais il n'accepte pas l'idée de syndicats indépendants et continue à recommander une évolution des syndicats officiels « vers une défense authentique des intérêts des travailleurs ».

A Gdansk, l'évêque Kaczmarek demande aux grévistes de reprendre le travail.

26 Août — Les grévistes refusent de reprendre les négociations tant que les communications téléphoniques de Gdansk avec le reste du pays ne seront pas rétablies. Elles le seront, mais pas avec l'étranger.

Lech Walesa et le présidium du comité de grève inter-entreprises à Gdansk négocient avec M. Jagielski, qui accepte de reconnaître

le droit de grève et ajourne les pourparlers.

Des négociations parallèles ont lieu dans l'autre grand port de la Baltique, Szczecin, situé à la frontière de la R.D.A., où le M.K.S. (comité inter-entreprises) négocie avec un autre vice-premier ministre, M. Barcikowski.

A Gdansk, les grévistes demandent l'assistance de quelques-uns des signataires de l'appel des intellectuels du 23 Août. Leurs interlocuteurs acceptent, et ils assisteront aux négociations à titre d'experts. Cependant les animateurs du KOR restent en prison.

Le même jour, le cardinal Wyszynski, primat de l'Eglise catholique en Pologne, lance un appel à la fin de la grève diffusé par la télévision.

28 Août — Les grèves continuent de s'étendre, notamment aux aciéries de Nowa-Huta et à Wrocław, où un comité inter-entreprises est formé. M. Jagielski revient aux chantiers Lénine : on tente d'y définir ce que seraient les syndicats libres, appelés « indépendants ».

L'épiscopat annonce que le

cardinal Wyszynski a été censuré à la télévision et rappelle « les droits inaliénables de la nation ».

Les grèves s'étendent notamment dans les mines de cuivre de Silésie.

30 Août — La radio de Szczecin annonce que la signature d'un accord sur les revendications du M.K.S. avec le négociateur, M. Barcikowski, a eu lieu à 5 heures du matin. A Gdansk, deux heures plus tard, on annonce un accord entre le M.K.S. de Lech Walesa et le négociateur, M. Jagielski, sur la création de syndicats « autogérés ».

31 Août — En fin d'après-midi l'accord est signé entre le M.K.S. et la commission gouvernementale présidée par M. Jagielski.

Aussitôt des syndicats indépendants commencent à se former à travers toute la Pologne, tandis que Lech Walesa annonce que les syndicats indépendants n'auront pour permanents, modestement rétribués, que des employés ou des avocats, leurs dirigeants continuant à travailler dans l'entreprise.

Partout dans le pays s'annoncent de nouvelles grèves...

PREMIÈRE RENCONTRE ENTRE REPRÉSENTANTS DE LA CHARTRE 77 ET DU KOR POLONAIS

Une rencontre clandestine entre des représentants du mouvement tchécoslovaque Charte 77 et du Comité polonais d'auto-défense sociale, KOR, a eu lieu dans la première quinzaine du mois d'août, quelque part à la frontière polono-tchécoslovaque. Cette information a été révélée par une déclaration signée du nom de ces deux groupes et publiée à Prague à la suite de cette rencontre.

Dans un très bref préambule, où ne sont indiqués ni les noms des intéressés, ni la date, ni le lieu exact de cette entrevue, le texte précise que les représentants des deux groupes contestataires « se sont réciproquement informés sur leurs activités », qu'ils ont décidé de faire une déclaration commune pour le dixième anniversaire des événements qui se sont déroulés dans leurs pays respectifs et qu'ils « se sont entendus sur les différentes possibilités d'un travail en commun ».

Rappelant qu'il y a dix ans que les troupes des cinq pays du pacte de Varsovie ont occupé la Tchécoslovaquie, « étouffant le processus de démocratisation de ce pays » et que « le mouvement démocratique de la classe intellectuelle polonaise a été violemment réprimé » (1), la déclaration stigmatise « tous les défenseurs de l'ordre antidémocratique ». Mais, en dépit de ces derniers, est-il affirmé, « les dix années qui viennent de s'écouler apportent clairement la preuve de la vigueur de l'esprit du « printemps de Prague » et du mouvement démocratique de la société polonaise ».

(1) Vague d'épuration universitaire antisémite à la suite de mouvements étudiants.

D'après Le Monde
du 17 juillet 1978

POUR L'AUTOGESTION CE QUE VEUT LE KOR

QUELQUES DÉCLARATIONS DE JACEK KURON

Jacek Kuron est avec Adam Michnik l'un des fondateurs les plus connus et les plus populaires du KOR (qui a depuis changé son nom en KSS comité d'auto-défense sociale), et de l'université clandestine, dite « université volante ». Il a été condamné en 1964 pour avoir publié un document sur le rôle de « la bureaucratie politique centrale » considérée comme la nouvelle classe dominante engendrée par le régime actuel. Il a été arrêté au début des grèves de cet été, puis libéré après la signature des accords de Gdansk.

EN 1976, après les grèves à Szczecin, il écrit :

« Il est très difficile de sortir de cette situation. L'explosion sociale est une chose, l'action quotidienne revendicative en est une autre. La création et l'action sociale du Comité de défense des ouvriers marquent une nouvelle phase. Le comité a montré qu'il était possible de s'organiser; il a montré aussi que quand une personne était réprimée, elle n'était pas seule. Tous les ouvriers polonais savent aujourd'hui qu'un travailleur licencié ne restera pas sans ressources. Ceci donc est un succès pour le Comité de défense des ouvriers. Et je veux croire que par une action de masse il sera possible de faire reculer le pouvoir sur d'autres points. Ainsi, il n'est pas exclu que les ouvriers s'organisent sur les lieux de travail dans un avenir proche. »

AOÛT 1980

« (...) je suis persuadé que les Polonais, eux-mêmes, contre le gré du pouvoir, peuvent résoudre la crise et emprunter la voie de la démocratisation. L'opposition doit être l'initiateur d'un tel mouvement. Nous disposons d'une certaine in-

fluence dans les milieux ouvriers, et nous pouvons l'étendre, car ils ont besoin d'aide, d'information, de suggestions. Il est de notre devoir de contribuer à ce que les ouvriers *s'organisent en groupes institutionnels indépendants, commissions ouvrières ou syndicats, ou à ce qu'ils s'emparent (*)* comme le feront probablement bientôt les cheminots de Lublin, *des syndicats d'Etat*. Il y a en Pologne *tout un réseau de publications d'entreprise à faible tirage. Qu'elles deviennent des journaux ouvriers indépendants*. En demandant une prime de vie chère, les ouvriers seront amenés à s'organiser pour des pourparlers, et les autorités seront obligées de s'y plier.

Fait plus important, pour défendre leurs positions, elles seront bien amenées à *admettre une discussion économique à l'échelle nationale*. Qu'elles se décident alors à proposer *un programme de réformes économiques* ou pas, les milieux d'opposition démocratiques doivent en proposer un, conçu comme élément d'un plus vaste programme de démocratisation. A son élaboration devront prendre part les mouvements paysan et ouvrier indépendants, des groupes d'experts, la Société des cours scientifiques et toute autre institution indépendante. Il me semble évident que tout assainissement social demandera, dans l'état actuel des choses, des sacrifices. Je ne me contredis pas : les prix ne peuvent pas être fixés par referendum. S'élever contre la hausse des prix porterait un coup au fonctionnement de l'économie, en admettant bien sûr que quelqu'un veuille l'assainir.

Les salaires, en revanche, doivent faire l'objet de tractations préalables (tout particulièrement

lorsque le niveau de vie baisse). Mais la tâche principale de l'opposition démocratique consiste à transformer les revendications économiques en revendications politiques.

L'Union soviétique et ses armées n'ont pas cessé d'exister, il nous faut en tenir compte. Mais nous pouvons légitimement supposer que les gouvernants de l'U.R.S.S., ne s'aventureront pas dans une intervention armée en Pologne tant que les Polonais s'abstiendront de renverser un pouvoir qui est docile à l'U.R.S.S. Par conséquent, abstenons-nous en, pour l'instant. *Le programme pour aujourd'hui, c'est une société démocratiquement organisée en associations professionnelles ou coopératives, économiquement et localement autogestionnaires*. Il nous faudra bien, pendant un temps, coexister avec notre appareil totalitaire d'Etat et du parti. Il fera tout son possible pour détruire nos organisations démocratiques : il sabotera leurs décisions, il tâchera de compromettre et de corrompre leurs militants, il jouera de l'intimidation et du chantage. Il faudra nous défendre et arracher morceau par morceau le terrain soumis à l'appareil. En d'autres termes, *les organismes autogestionnaires auront de plus en plus de tâches à remplir*. Nous pouvons les mener à bien à condition d'avoir pour nous la volonté d'agir de toute la société.

Voilà notre virage. Il peut être trop relevé pour nos forces. Notre temps est plus que limité. Si les Polonais ne s'organisent pas et se bornent aux revendications purement économiques, la catastrophe peut devenir inévitable. »

(*) Tous les passages en italiques sont soulignés par nous

LE RÔLE DE L'ÉGLISE

L'Eglise depuis la signature d'une « entente » entre l'Eglise et le pouvoir en 1950, l'épiscopat polonais, se sont efforcés, à chaque crise, de rester apparemment dans le cadre de cette entente, tout en appuyant les manifestations d'opposition qui se sont succédées, en 1956, 1963, 1976 et 77. Chaque fois, les évêques prenaient ouvertement, parfois spectaculairement, parti pour la défense des droits de l'homme énumérés et définis par le cardinal Wyszynski en 1977.

Les grèves de l'été 80 sortaient de ce cadre et il semble qu'il y ait eu quelque flottement marqué par l'appel à la reprise du travail de l'évêque de Gdansk le 24 Août et par la déclaration télévisée du Cardinal Wyszynski, primat de Pologne, sur laquelle l'épiscopat revenait 48 heures plus tard, arguant de coupures qui en auraient déformé le sens.

Mais ce qui reste essentiel, compte tenu de l'attachement profond du peuple polonais à l'Eglise catholique, c'est que celle-ci a

toujours rendu possible l'échange d'informations et de perspectives d'un bout du pays à l'autre, ce qui se réalise si difficilement dans les pays voisins, et surtout, bien entendu, en URSS

L'HOMELIE DU CARDINAL WYSZYNSKI, 28 août 80

Après avoir lancé un appel « au calme, à l'équilibre mutuel, à la prudence, à la responsabilité et à l'esprit de vérité », le chef de l'Eglise polonaise a demandé aux catholiques d'accomplir leur devoir « dans la famille, la vie sociale et la vie professionnelle ».

« Quelles que soient les raisons les plus justes que l'on puisse énumérer, U n'y a pratiquement rien sans un esprit de travail, a-t-il poursuivi. Nous savons que quand il n'y a pas de travail honnête, le meilleur système économique

aboutit à des échecs. »

« Bien que l'homme ait droit au repos et bien qu'il ait le droit, quand il n'y a pas d'autre moyen, de souligner l'importance de l'être humain, fût-ce en s'abstenant de travailler, a encore dit le primat de Pologne, sans le travail, il n'y a pas de bien être. S'il n'y a pas d'honnêteté dans le travail, alors le meilleur système social n'y pourra rien et ne pourra qu'augmenter nos dettes...», a dit le cardinal.

« Nous savons toutefois que c'est un argument [s'abstenir de travailler] très coûteux, si coûteux que son prix (...) pèse sur toute l'économie, ce qui porte un coup à la vie de la nation et de l'être humain.»

En conclusion, le primat a dit : « Notre route vers la liberté s'est faite à travers les ruines. Moi-même je suis arrivé à mon poste à travers les ruines, mais aujourd'hui ma route est facile. Beaucoup a été fait mais il reste beaucoup plus à faire. Personne n'est sans péché ».

LES 21 REVENDICATIONS

Voici la liste des 21 revendications communes définies par le comité central interentreprises de grève de Gdansk :

1) Reconnaissance de syndicats libres indépendants du parti et des employeurs sur la base de la convention n°87 de l'O.I.T. (Organisation internationale du travail), ratifiée par la Pologne;

2) Garantie du respect du droit de grève, de la sécurité des grévistes et des personnes qui les aident;

3) Respect des libertés d'expression, de publication et d'impression garanties par la Constitution. Arrêt de la répression contre les publications indépendantes et accès aux médias des représentants de toutes les Eglises;

4) a/ Rétablissement des droits des personnes licenciées après les grèves de 1970 et 1976 et des étudiants exclus de l'enseignement supérieur à cause de leurs opinions politiques;

b/ Libération de tous les prisonniers politiques, notamment : E.Zadrozynski, J-M. Kozlowski; et cessation des représailles pour raison d'opinion;

5) Diffusion par les mass media de l'information sur la création du comité de grève inter-entreprises et publication de ses revendications;

6) Lancement d'actions réelles ayant pour but de sortir le pays de la situation de crise, comme par exemple : diffusion publique de toutes les informations sur la situation socio-économique de la Pologne. Et possibilité donnée à tous les milieux et couches sociales de participer aux discussions sur un programme de réformes;

7) Payer tous les grévistes comme pendant les périodes de congés;

8) Augmentation du salaire de base de chaque travailleur de 2 000 zlotys par mois en compensation de l'augmentation du prix de la viande;

9) Echelle mobile des salaires;

10) Réalisation d'un approvisionnement plein du marché intérieur en articles alimentaires et limitation des exportations aux surplus;

11) Introduction de cartes de rationnement pour

la viande jusqu'à la stabilisation du marché;

12) Suppression des prix commerciaux et des ventes en devises étrangères sur le marché intérieur;

13) Désignation des managers en se fondant uniquement sur leur qualification et non sur l'appartenance au parti. Suppression des privilèges de la police, de la sécurité et de l'appareil du parti par l'égalisation des allocations familiales et la suppression du système des ventes spéciales;

14) Droit à la retraite après trente-cinq ans de travail; à cinquante ans pour les femmes et à cinquante-cinq ans pour les hommes;

15) Suppression des différences entre les deux systèmes de pensions et de retraites par l'alignement sur le plus favorable;

16) Amélioration des conditions de travail des services médicaux afin d'assurer aux travailleurs les

services dont ils ont besoin;

17) Création de crèches et écoles maternelles en nombre suffisant pour les enfants des mères qui travaillent;

18) Extension de la durée du congé maternel payé à trois ans;

19) Limitation du temps d'attente pour l'attribution d'appartements;

20) Augmentation de 40 à 100 zlotys des frais de déplacement et augmentation de la prime de déplacement;

21) Compensation dans les usines travaillant à plein temps de l'absence du samedi libre par l'allongement de la période de congé ou par l'introduction de jours fériés particuliers.
